

France-Paris: Statutory audit services

OJ S 153/2017 11/08/2017

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Banque de France — direction des achats

National registration number: 57210489100013

Postal address: 39 rue Croix des Petits Champs

Town: Paris Cedex 01

NUTS code: FR101 Paris

Postal code: 75049

Country: France

Contact person: Isabelle Michel

E-mail: achats_domaines@banque-france.fr

Fax: +33 142924566

Internet address(es):Main address: www.banque-france.frAddress of the buyer profile: <https://achats-consultations.banque-france.fr>**I.1. Name and addresses**

Official name: IEDOM institut d'émission des départements d'Outre-Mer

National registration number: 77566560700120

Postal address: 164 rue de Rivoli

Town: Paris

NUTS code: FR101 Paris

Postal code: 75001

Country: France

Contact person: Isabelle Michel

E-mail: achats_domaines@banque-france.fr

Fax: +33 142924566

Internet address(es):Main address: www.banque-france.frAddress of the buyer profile: <https://achats-consultations.banque-france.fr>**I.2. Information about joint procurement**

The contract involves joint procurement

I.3. CommunicationThe procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://achats-consultations.banque-france.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://achats-consultations.banque-france.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Economic and financial affairs

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Acquisition de prestations de deux commissaires aux comptes pour la Banque de France et l'IEDOM.

Reference number: BDF2017011

II.1.2. Main CPV code

79212300 Statutory audit services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Acquisition de prestations de deux commissaires aux comptes pour la Banque de France et l'IEDOM.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 2 280 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR101 Paris

Main site or place of performance: Pour la Banque de France: au 1 Rue La Vrillière 75001 Paris (siège social de la Banque de France). Pour l'IEDOM: au 164 rue de Rivoli 75001 Paris (siège social de l'IEDOM).

II.2.4. Description of the procurement

Pour la Banque de France

— vérifier que les comptes individuels annuels et les comptes consolidés de la Banque de France sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine;

— vérifier la sincérité et la concordance des informations données dans le rapport sur la situation patrimoniale et les résultats de la Banque de France avec les comptes individuels annuels;

— rédiger un rapport général constatant les résultats de ces vérifications;

— vérifier la conformité des comptes du régime de retraite des agents titulaires avec les règles et principes comptables français applicables aux régimes et organismes de sécurité sociale;

— établir, en application de l'article 313-17-1 du règlement général de l'AMF, un rapport sur les dispositions prises par la Banque pour répondre à ses obligations de protection des avoirs en instruments financiers de ses clients;

- participer en tant que de besoin aux réunions du Comité d'audit;
 - participer à la réunion du Conseil général approuvant les comptes annuels, conformément à l'article L.142-6 du Code monétaire et financier;
 - présenter le résultat des audits réalisés à la Banque de France.
- En outre, du fait de l'appartenance de la Banque de France à l'Eurosystème, les commissaires aux comptes de la Banque de France devront mener des audits sur instructions des commissaires aux comptes de la BCE. Ces audits porteront sur:
- la conformité de la mise en œuvre des procédures prévues par la « Guideline on the management of ECB's foreign reserve assets »;
 - la réconciliation des soldes des comptes titres, espèces et or gérés par la Banque de France au nom et pour le compte de la BCE;
 - la confirmation des avoirs en or détenus par la Banque de France pour le compte de la BCE;
 - la confirmation du montant des billets en Euro mis en circulation par la Banque de France au 31 décembre.
- Pour l'IEDOM
- vérifier que les comptes individuels annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine;
 - vérifier la sincérité et la concordance des informations données dans le rapport sur la situation patrimoniale et les résultats de l'IEDOM avec les comptes individuels annuels;
 - rédiger un rapport général constatant les résultats de ces vérifications;
 - participer à la réunion du Conseil général de la SAS IEDOM approuvant les comptes annuels, conformément à l'article L.711-9 du Code monétaire et financier;
 - présenter le résultat des audits réalisés à l'IEDOM.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 72

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Montant estimé du marché pour les 6 années:

Pour la BdF: 1 800 000 EUR HT

Pour l'IEDOM: 480 000 EUR HT.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le marché est réservé à la profession de commissaires aux comptes. Attestation d'inscription au tableau de l'ordre des experts comptables.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Chiffre d'affaires annuel global des 3 dernières années disponibles.

Chiffre d'affaires annuel spécifique dans le domaine du commissariat aux comptes sur les 3 dernières années disponibles.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Chiffre d'affaires annuel dans le domaine du commissariat aux comptes au moins égal à 3 000 000 euros.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

— Une liste des 10 principaux services au profit d'établissements financiers effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date, le destinataire public ou privé et le produit net bancaire (PNB)

— Attestation d'appartenance à la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.

Minimum level(s) of standards possibly required:

— Avoir certifié au cours d'au moins un des trois derniers exercices comptables les comptes individuels annuels d'un établissement de crédit dont le produit net bancaire (PNB) est au moins égal à 5 000 000 000 euros.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular professionReference to the relevant law, regulation or administrative provision:

Article R144-8 du code monétaire et financier qui renvoie à l'article L822-1 du code du commerce.

III.2.2. Contract performance conditions

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. S'il est conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Banque de France.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with several operators In the case of framework agreements, provide justification for any duration exceeding 4 years: En application de l'article R144.8 du COMOFI, les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices par le conseil général de la Banque de France sur recommandation du Conseil des gouverneurs de la BCE et après agrément par le Conseil de l'Union Européenne.

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 26/09/2017 Local time: 15:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 7 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 27/09/2017 Local time: 10:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Le candidat fournit à l'appui de sa candidature, outre les documents exigés au III.1.1 à III.1.3 du présent avis:

I — une attestation sur l'honneur dûment datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant les travailleurs handicapés;

II — les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager les candidats, et du mandataire en cas de groupement d'entreprises;

III — la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ou sauvegarde.

Ces renseignements peuvent être présentés dans un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante:

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pour la fourniture des documents ou renseignements demandés ci-dessus, le candidat peut valablement produire les pièces ou informations équivalentes dans l'État dans lequel il est établi. Conformément à l'article 50 du décret relatif aux marchés publics, le soumissionnaire doit remettre une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (groupement, sous-traitance), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché.

Les candidats peuvent télécharger sur la plateforme de dématérialisation des achats de la Banque de France dans la rubrique ACTION « "Accéder à la consultation" puis "Publicité /Téléchargement" » le dossier de consultation via le site: <https://achats-consultations.banque-france.fr>

Attention: lors du téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme, ils ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne sont pas avertis par la plateforme des éventuelles modifications opérés dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne reçoivent pas les réponses aux questions.

En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant la plateforme, la hotline est joignable aux coordonnées suivantes:

Tél: 0 820 20 77 43

(Pour les pays étrangers: 33 1 76 64 74 02)

Support ouvert de 9H00 à 19H00 les jours ouvrés

0,11 Euro les 56 premières secondes et 0,12 Euro / min ensuite

Courriel: support.mpe@atexo.com

Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des documents de la consultation. A défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences et règles de la consultation.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris Cedex 04

Postal code: 75181

Country: France

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33 144594400

Fax: +33 144594646

Internet address: www.paris.tribunal-administratif.fr

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

— Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative, pouvant être exercé jusqu'à la signature du marché,

— Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA,

— Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

VI.5. Date of dispatch of this notice

08/08/2017